

Après le 19 mars, vite, une nouvelle journée de grèves et de manifestations

mardi 24 mars 2009, par [AFP](#), [BESANCENOT Olivier](#), [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 20 mars 2009).

Sommaire

- [Le 19 mars ne peut rester \(...\)](#)
- [Au contraire des syndicats](#)

Nous étions trois millions de grévistes et de manifestants le 19 mars.

Après le succès de la première journée de mobilisation le 29 janvier, c'est plus de grévistes, et de manifestants en particulier dans le privé, qui expriment leur colère face à une crise qui n'est pas la leur et contre un gouvernement et un patronat droit dans leurs bottes dans le maintien des intérêts des plus riches.

François Fillon a affiché la détermination du pouvoir en place de ne pas modifier sa politique économique.

C'est une insulte à celles et ceux qui sont descendus dans la rue, une provocation vis-à-vis des travailleurs et des travailleuses qui subissent le coût des licenciements et de la vie chère. La rue, tant méprisée par le pouvoir, doit relever le défi posé par Sarkozy, le défi de l'épreuve de force. Dans cette situation, les directions des organisations syndicales ont décidé de se revoir après un délai de réflexion. Nous le disons avec force, alors que les plans de licenciements s'accroissent : il faut une nouvelle date de grève et de manifestations le plus vite possible ! Personne ne comprendrait après les succès des deux dernières journées, l'absence d'un calendrier offensif. Seule la généralisation des grèves et des manifestations, la nécessité d'un mouvement social prolongé, feront reculer le pouvoir. Ensemble nous pouvons obtenir 300 euros nets pour tous, l'interdiction des licenciements et l'arrêt de la suppression des postes dans la fonction publique, la suppression de la TVA sur les produits de première nécessité. A condition d'être unis. C'est pourquoi le NPA s'adresse à toutes les forces de la gauche syndicale, sociale et politique afin de poursuivre le combat. Nous proposons aux partis et organisations politiques signataires du texte de soutien à la journée du 19 mars de se réunir dans les plus brefs délais, afin d'agir ensemble en ce sens.

Le 23 mars 2009

Déclaration du Comité exécutif du NPA

Après le 19 mars, premier bilan et perspectives

La journée de grèves et de mobilisations du 19 mars a été un énorme succès. Trois millions de manifestants, encore plus que le 29 janvier !

Pour beaucoup, c'était la première ou la deuxième manifestation. Avec une volonté forte, d'être ensemble, solidaires pour résister à la crise du capitalisme et faire reculer le pouvoir et le patronat. L'importance des cortèges témoigne du ras-le-bol et de la volonté de résistance de catégories de plus en plus diverses de la population – des classes populaires aux cadres et aux couches moyennes. Cette fois-ci, on a pu noter une forte présence des boîtes du privé directement touchées par les attaques patronales ainsi que des cortèges plus importants d'enseignants, chercheurs, étudiants, lycéens.

Sur le plan syndical, la CGT avait comme d'habitude les plus gros cortèges mais on a pu noter une présence plus importante de Solidarité et de la FSU. Signes de vitalité du mouvement, l'existence de manifestations très fortes y compris dans des petites villes où d'habitude il ne se passe rien. Selon les cortèges, les manifs étaient plus ou moins radicales mais avec un sentiment de ras-le-bol profond, d'écœurement, mais aussi de profondes inquiétudes.

Le NPA a été partout présent sous formes de points fixes ou de cortèges avec chaque fois un très bon accueil et de nombreux contacts – même si notre apparition n'avait pas encore tous ses moyens (drapeaux en voie d'expéditions, nombre de 4-pages ou de tracts parfois insuffisants).

Le pouvoir a décidé l'épreuve de force. Pas un mot de Sarkozy. C'est Fillon qui se charge du message de fermeture vis-à-vis du mouvement social. La présidente du MEDEF, les porte-paroles de l'UMP avaient préparé le terrain : ne rien lâcher et attendre l'essoufflement du mouvement. C'est sans compter sur la détermination des grévistes et des manifestants du 19 mars. Face à ce pouvoir, nous avons besoin d'une gauche syndicale et politique de combat. D'un mouvement prolongé qui relève le défi de l'insulte gouvernementale.

Dans une telle situation, où l'idée d'un tout ensemble prolongé à l'image de l'exemple antillais fait son chemin, on remarque l'ampleur du désarroi face aux directives des appareils syndicaux. Après un tel succès, comment justifier l'absence de perspectives immédiates de mobilisation ? Or aujourd'hui, les directions syndicales viennent de décider de ne rien décider et de se revoir à la fin du mois... Après le bras d'honneur aux manifestants de F. Fillon, ce silence des directions syndicales ne manquera pas d'indigner tous ceux qui souhaitaient de ne pas en rester là.

Les militantes et militants du NPA feront tout pour que s'organise enfin une riposte capable de faire reculer le gouvernement et le patronat pour interdire les licenciements, augmenter les salaires de 300 euros nets et faire baisser les prix. Et pour cela seule une grève générale prolongée comme aux Antilles pourra permettre aux revendications d'aboutir.

Le NPA

Le 20 mars 2009

Le 19 mars ne peut rester sans lendemain

Déclaration d'Olivier Besancenot

La journée de grève générale du jeudi 19 mars a été un succès plus important encore que celle du 29 janvier.

Le soir même, François Fillon a envoyé un bras d'honneur à 3 millions de manifestants en maintenant le cap d'une politique qui ne sait trouver des dizaines de milliards que pour les responsables de la crise et qui répond aux grévistes, aux manifestants que les caisses sont vides quand il s'agit d'emploi ou de salaires.

Un tel succès populaire et une telle provocation gouvernementale mérite mieux que l'annonce d'une nouvelle réunion des organisations syndicales le 30 mars.

Pour que les conflits de Continental, Fulmen ou Goodyear, entre autres, aboutissent, pour que les luttes, dans l'éducation, la santé, à la Poste et dans les services publics, soient victorieuses, il est temps que l'ensemble de la gauche sociale, syndicale et politique, indique le cap d'une mobilisation d'ensemble des salariés et de la jeunesse.

24 heures de grève et de manifestation ne suffiront pas à faire plier le gouvernement et le patronat. Pour interdire les licenciements, pour augmenter les salaires et faire baisser les prix, seule une grève générale prolongée pourra permettre à nos revendications d'aboutir.

Le 20 mars 2009

Au contraire des syndicats, NPA et LO veulent la grève « tout de suite »

PARIS, 20 mars 2009 (AFP) - Le NPA et Lutte ouvrière veulent que la mobilisation sociale se poursuive « *tout de suite* », alors que les syndicats n'ont pas choisi vendredi de nouvelle date de manifestation, le PCF appelant pour sa part au respect des choix syndicaux. Interrogés jeudi au cours de la manifestation, les dirigeants d'extrême gauche avaient anticipé cette position des syndicats, pour la déplorer.

« *Toutes les organisations de la gauche sociale et de la gauche politique* » doivent « *se rassembler* » et « *être capables de donner une direction aux mobilisations locales en cascade qui existent dans le public et le privé* », avait déclaré Olivier Besancenot (NPA), favorable à une « *grève générale illimitée* » et à « *un nouveau Mai-68* ».

« *Il faut un mouvement prolongé pour la semaine qui vient* », car attendre le 1^{er} mai, « *c'est endormir les gens* », avait accusé Pierre-François Grond (NPA), déplorant qu'« *on soit toujours dans le monde de la Charte d'Amiens* » qui avait consacré l'indépendance des syndicats vis-à-vis des partis politiques en 1906. « *Il ne faut pas de subordination* » syndicats-partis politiques, mais « *l'absence de subordination ne veut pas dire qu'il y a des terrains réservés* », selon lui.

Pour Arlette Laguiller, désireuse de « *tout de suite organiser la suite* » face à « *un gouvernement et un patronat qui ne veulent rien céder* », « *les syndicats craignent d'être débordés et perdre le contrôle de la lutte* ». Saluant « *le manque de préjugés des syndicats* » guadeloupéens associés aux politiques dans le collectif LKP, elle avait estimé qu'en métropole, ils « *craignent non pas l'influence du PS, mais l'influence de l'extrême-gauche* ». Regrettant d'être laissée « *sur le bord* » des cortèges par les syndicats, la figure historique de LO avait jugé que le rôle des partis est « *d'être avec les*

organisations syndicales », à condition « *de ne pas faire lanterner les travailleurs de deux mois en deux mois* ».

La première grève nationale avait eu lieu le 29 janvier. « *Ne cherchons pas à remplacer les syndicats* », a lancé Marie-George Buffet (PCF). Selon elle, l'écart entre deux manifestations « *n'est pas un problème* » car « *entre-temps, les luttes continuent* » dans les entreprises, dans l'Education, à l'hôpital. « *Il faut laisser les salariés décider de leur lutte. La démocratie sociale, ça existe, il faut la respecter* », juge-t-elle, appelant au rassemblement des forces politiques de gauche dans le « *front de gauche* » pour les européennes de juin.

jud/cgd/bma